

333  
APRÈS LA GRÈVE  
DES TRAMINOTS

# Les travailleurs ont affirmé leur volonté

## LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. -- N° 375

JEUDI 22 OCTOBRE 1953

LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3<sup>e</sup> Front Révolutionnaire International

INTERNATIONALE  
ANARCHISTE

d'unité  
d'action  
en refusant aux  
directions  
syndicales  
l'isolement  
dans la lutte

## L'action des paysans a confirmé la nécessité de la révolution

Il est un fait essentiel dans l'économie et la politique française. C'est le rôle joué par la paysannerie dans la vie de la nation. Un fort pourcentage de la population vit encore de l'agriculture. C'est un fait dont doivent tenir compte les révolutionnaires. Il en est aussi un autre, non moins important : la petite paysannerie à caractère familial est prépondérante dans bien des régions, celles du Centre et de l'Ouest particulièrement.

Or, poser le problème de la transformation de cette catégorie de semi-prolétaires revient à poser le problème d'une masse pré-révolutionnaire consciente, d'estimer un des problèmes les plus graves et les plus complexes qui soient dans la conjoncture d'une révolution sociale, surtout si cette forme traditionnelle et archaïque d'économie est la seule (ou presque) qui existe, dans une région donnée.

Il est courant de constater que les régions où prédomine la petite exploitation agricole sont les plus fermées et quelquefois les plus hostiles au progrès social, celles qui, dans les élections, suivant leur formule — pensons au scrutin d'arrondissement — apportent le plus d'éléments réactionnaires dans nos instances bourgeoises. Sous la 3<sup>e</sup> République, le Sénat, essentiellement recruté dans la classe paysanne, servait remarquablement de frein à toutes les innovations quelque peu progressistes de la Chambre des députés. Pourtant, l'histoire du mouvement ouvrier et des classes exploitées nous

donne parfois le spectacle d'évolutions rapides et imprévues. Tel le mouvement social d'août qui a surpris la plupart des gens non avertis des réactions du prolétariat. Il vient de se passer des faits qui prouvent, s'il en est besoin, qu'à certaines époques historiques, un jour est beaucoup plus décisif que plusieurs années.

L'agriculture, depuis plusieurs années, est en état permanent de crise que ne réussit à atténuer aucune tentative de nos dirigeants : protectionnisme outrancier, maintien d'impôts assez bas, raccourcissement des circuits de distribution, « pool vert » et autre expédient de même genre. Les prix des produits agricoles à la production sont souvent très bas, alors que ceux à la consommation n'ont pas varié. Devant cette situation, quelquefois catastrophique, le petit paysan a réagi par le dégoût, et, conséquence directe, la désertion des campagnes. Mais la situation a tellement empiré en quelques mois que la lassitude a fait place à un profond mécontentement.

C'est pourquoi, à l'appel de la C.G.A., les masses paysannes du Centre et de l'Ouest ont mis au point une journée revendicative. Le lundi 12 octobre, sur bien des routes de quelque importance, les petits paysans ont dressé des barrières nombreuses et les ont défendus avec une ténacité remarquable, en dépit des intimidations préfectorales faites par radio et des provocations fréquentes des C.R.S. Dans le Puy-de-

Dôme, par exemple, on ne compte pas moins de 20 barrages importants dont plusieurs ont occasionné de sérieuses échauffourées entre la police et les manifestants, ponctuées de coups de

matraques, de blessures et de nombreuses arrestations.

De telles réactions des masses dites retardataires, accomplies en dépit de toute légalité, invitent, quand on con-

naît la circonspection habituelle des petits paysans, les révolutionnaires à tirer les conséquences qui s'imposent.

— La masse paysanne semble s'implanter chaque jour davantage de l'incertitude de ses « élus », incapables, une fois au pouvoir, de réaliser les promesses faites aux élections.

— Les événements relatés plus haut tendent à prouver que cette masse commence à prendre conscience de sa force.

D'autre part, ces masses mécontentes, pourtant vierges encore des trahisons qu'a subies le prolétariat, paraissent accorder avec une grande lucidité, leur confiance à la seule action directe.

— Enfin, la classe dirigeante se trouve devant un cercle vicieux : satisfaire à la fois les commerçants, les petits paysans, les capitalistes industriels, tout en continuant à assurer la stabilité d'un énorme budget de guerre et en étant parfois obligée de céder un peu sous la pression trop forte de la classe ouvrière. Elle se trouve d'autant plus désespérée qu'elle est obligée d'employer les méthodes de répression antiouvrière contre la classe paysanne, sur laquelle elle s'appuyait essentiellement.

E. COUDERT.

(Suite page 2, col. 1.)

## Appel à tous

VOUS qui achetez le « Libertaire » parce que vous êtes persuadés de la nécessité de la lutte révolutionnaire et que « le Libertaire » est une arme efficace de cette lutte, vous devez prendre conscience de cette réalité : la contre-révolution de toute nature rend chaque jour plus difficile, plus précaire, étouffe chaque jour un peu plus par tous les moyens à sa disposition (et ils sont nombreux), les journaux qu'elle ne subventionne pas.

Le « Libertaire », seul journal révolutionnaire de combat, a toujours été à l'avant-garde du combat : c'est pourquoi aussi il est le plus visé !

Et voilà que, au moment où nous voyons notre influence s'étendre, au moment où le « Libertaire » devient une arme de plus en plus efficace entre les mains de l'avant-garde ouvrière, où seul il permet aujourd'hui de faire entendre et comprendre la voix révolutionnaire dans tous les secteurs, voilà que la contre-révolution risque de triompher momentanément et d'arrêter le tirage du « Libertaire » ! Comment ?

En écrasant sous les charges financières de plus en plus lourdes ! L'arme révolutionnaire par excellence risque d'être considérablement amoindrie pour le fait de quelques centaines de mille francs, alors que des bourgeois se permettent de gaspiller plusieurs millions en une seule nuit !

Devant cette situation intolérable, QUE FAIRE camarades ? La solution est d'une simplicité extrême et c'est pourquoi nous n'avons pas encore perdu et nous ne perdrons pas la bataille !

Quel est le camarade qui ne dispose pas de 100 francs, de 50 francs, de 25 francs ? et ces 100 francs, ces 50 francs, ces 25 francs envoyés par tous les lecteurs du « Libertaire », donc par milliers, forgeront les armes de notre victoire.

Dès que chaque camarade aura lu cet appel, il faut qu'il se dise : « je vais le plus tôt possible au bureau de postes et j'envoie le mandat de 25 fr., de 50 fr., de 100 fr. — qui va contribuer à assurer le triomphe du « Lib ».

Il semble que ce soit une bien petite chose que nous demandons. Mais, si chaque camarade comprend qu'il est indispensable qu'il accomplisse cette petite chose, LUI, alors non seulement nous aurons gagné une bataille, non seulement nous serons libérés de l'emprise de l'argent dont nous enserrons le capitalisme, mais encore s'ouvriront devant nous des perspectives nouvelles : le « Libertaire » paraissant enfin sur 6 pages, la propagande intensifiée, notre force par là-même augmentée et l'ensemble de notre mouvement et le « Libertaire » lui-même, à leur tour consolidés.

C'est pourquoi demain, plusieurs milliers de petits mandats, précisément petits parce qu'ils émaneront des salaires limités des travailleurs, iront apporter une nouvelle vie à notre « Libertaire », le seul véritable journal des travailleurs. Et ce faisant, chaque camarade aura un peu plus conscience qu'il est son journal car chacun participera à la lutte pour son existence.

Le « Libertaire » n'est pas le journal de telle ou telle secte, de tel ou tel parti. Il est le journal de tous les travailleurs, car il représente les aspirations profondes de tous les travailleurs. C'est la raison pour laquelle sa seule façon de vivre et de se développer est le soutien continu d'un nombre de plus en plus grand de travailleurs.

Chaque camarade qui lit déjà le « Libertaire », qui le comprend, qui le suit dans sa lutte a donc une responsabilité dans l'élaboration de l'action révolutionnaire de demain. C'est pourquoi tous, camarades, vous aurez à cœur de donner votre soutien, si minime soit-il, à votre journal.

Il est nécessaire de prendre conscience de cette réalité, de cette tâche que chacun a à accomplir. Nul ne peut se dire : « pour 50 ou 25 francs, bah ! d'autres iront pour moi à la poste car 50 francs de plus ou de moins n'ont pas d'importance », sans compromettre les possibilités révolutionnaires.

La condition de la réussite de cet appel à tous est que TOUS, dès la parution de ce « Lib », aillent envoyer leur mandat. Si nul n'y manque, alors non seulement le « Libertaire » et tout ce qu'il représente seront sauvés, non seulement nous n'aurons pas donné à la bourgeoisie et à tous ses ennemis de la Révolution le spectacle lamentable de notre incapacité, mais encore s'ouvriront devant nous de nouvelles perspectives vers de nouvelles victoires révolutionnaires.

Le C.N. de la F.A.

P.S. — « Libertaire », 145, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>). C.C.P. René Lustre : 8.032.34 Paris.

Abonnez-vous au « Libertaire ». Vous éviterez les pertes d'argent intermédiaires au profit du capitalisme.

1 an : 1.000 fr. — 6 mois : 500 fr.

## Le problème de Trieste

Un débouché pour le capitalisme,  
un imbroglio pour les travailleurs

Le problème de Trieste et des zones A et B du « Territoire Libre » est actuellement à l'ordre du jour en Italie. Les débats aux Chambres, les discours de tous les hommes poli-

tiques, la presse, la radio, le cinéma, toutes les armes de la propagande politique sont mobilisées autour du problème de Trieste.

Communistes et fascistes, socialistes et monarchistes, sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens, avec des nuances variées, se sont unis en un unique front patriotique, national, irrédentiste. Trieste, les frères juiliens, le dictateur Tito sont le thème politique prédominant.

A ceci tout est subordonné : la crise économique, les salaires insuffisants, la politique en faveur des grands monopoles, le régime clérical et policier qui se renforce (le fichier des « rouges », l'arrestation des journalistes qui condamnaient la guerre fasciste, les licenciements des activistes syndicaux).

A. VINAZZA.

(Suite page 3, col. 5.)

## Répression au Maroc

La déposition du sultan du Maroc a été suivie par une vague de répression sanglante. Malgré une censure très active, des nouvelles commencent à nous parvenir. On apprend ainsi que les nationalistes marocains sont pourchassés sans relâche et condamnés très sévèrement.

On peut dire que le projet de réforme au Maroc est un trompe-l'œil qui doit camoufler un plan beaucoup plus important de répression.

Voici à ce sujet un extrait d'un article paru dans « l'Algérie libre » du 26 septembre :

« Après la déposition de son sultan Sidi Mohammed Ben Youssef, le Maroc vit, dans les circonstances actuelles, les journées les plus sombres de la répression. Un véritable rideau de fer entoure le pays et les informations sont soigneusement gardées ; les colonialistes ont besoin du silence pour accomplir leur sinistre besogne. Malgré cela, les nouvelles filent et nous apprennent que les Marocains connaissent une tragédie semblable à celle que les Algériens ont connue en mai 1945.

La région d'Oudjda a particulièrement souffert de la répression. On parle de centaines de morts parmi la population marocaine, de condamnations par « camions » (les détenus sont condamnés en bloc, non individuellement, et portés en camions vers les bagnes et les lieux de déportation). Dans la région des Beni-Snassen, limitrophe de la zone espagnole, le général Duval, celui-là même qui a dirigé en mai 1945 les opérations militaires contre les douars de la région de Sétif et de Kerrata, a lancé ses troupes contre les populations rurales marocaines. Ces troupes se sont livrées à des expéditions.

Michel MALLA.

(Suite page 4 col. 1.)

## Franco leader européen

Après deux ans de laborieuses négociations, les accords hispano-américains sont enfin conclus, à la satisfaction de tous les milieux réactionnaires qui ne dissimulent pas leur extrême contentement. Est-ce à dire qu'une autre fraction de la bourgeoisie, la bourgeoisie libérale, réprovoque ces accords ? Il s'en faut de beaucoup. Bien sûr, ces deux années de négociations ont été nécessaires, beaucoup plus pour vaincre les réticences de cette bourgeoisie, qu'il n'en a fallu pour traiter avec la France. Mais en définitive, les dirigeants U.S. ont bien réussi à convaincre cette bourgeoisie que ses intérêts, ses privilèges, qu'elle entend conserver, lui imposaient ce choix. Ces businessmen américains qui ne s'embarrassent pas de philosophie (et ils sont bien représentés au département d'Etat) possèdent des arguments péremptoires pour faire entendre à ces bourgeoisies du vieux monde

R. CARON.

(Suite page 2, col. 3.)

Vous viendrez tous

**VENDREDI 13 NOVEMBRE 1953**

à 20 heures 30

Grande Salle de la Mutualité, 24, Rue Saint-Victor, Paris - Métro : Maubert-Mutualité

au

## GALA DU "LIBERTAIRE"

Cette année encore nous vous offrons un spectacle exceptionnel

En venant vous distraire et applaudir les vedettes les plus parisiennes, vous affirmerez la présence libertaire

En première partie du programme vous applaudirez

Yves DENIAU

Rémi CLARI

Jacqueline VILLON

PICOLETTE

MOULOUDJI

Jacques GRELLO

Georges BRASSENS

Danièle DELORME

Venez dès maintenant retirer ou louer vos places à notre permanence : 145, Quai de Valmy, Paris-10<sup>e</sup>

**PRIX UNIQUE : 250 francs**

Dans le prochain numéro, nous vous donnerons le programme complet de notre Gala

Les traminots de Rouen viennent une fois de plus confirmer la position de la F.A. sur les problèmes ouvriers.

La réaction de travailleurs gâte, si l'on peut dire, tous les désirs des meneurs. Si parfois la classe ouvrière se laisse entraîner au jeu des politiciens, elle retrouve assez hardiment la vraie route de sa libération lorsqu'elle constate toute la duperie dont elle a été l'enjeu.

En bousculant les directions syndicales, en se refusant d'obéir à des ordres dont ils perçoivent qu'ils sont néfastes à l'action et à la victoire, les travailleurs dans leur ensemble et celle que soit la Centrale syndicale à laquelle ils adhèrent, se font les meilleurs, les plus sûrs propagandistes du programme ouvrier élaboré par les militants de la F.A.

L'unité ouvrière préconisée par la F.A., ce n'est pas l'unité tant prônée par les politiciens dans les écrits ou les envolées oratoires, mais l'unité dans la lutte par la création des Comités d'action et de lutte ouvrière, celle qui est génératrice de conquêtes sociales, de batailles ouvrières. Avec elle, les travailleurs peuvent engager le combat contre le patronat, contre l'Etat. Rien ne lui résiste. La victoire des exploités contre leurs exploités ne peut donc emprunter que la voie préconisée par la seule organisation ouvrière révolutionnaire, notre Fédération dont les militants sont à la pointe de tous les combats.





## Nouveaux scandales à la Comédie Française

Plusieurs critiques ont déjà poussé un cri d'alarme en remarquant la nouvelle et catastrophique gestion de la Comédie-Française. Il n'est pas trop tard pour parler, à nouveau, de certains petits faits qui s'y sont produits depuis l'accession au pouvoir de M. Pierre Descaves.

Déjà, de nombreuses erreurs, qu'il n'est pas nécessaire de rappeler, avaient été commises sous le pontificat de M. P.-E. Touchard, mais il semble bien que M. Descaves ait décidé de faire mieux encore.

### LE CAS MARIE BELL

Chacun est au courant de cette sottise historique qui, pour de vaines questions de principe qui semblent bien n'avoir servi que de prétextes pour assouvir de vieilles haines, ou favoriser des ambitions, a chassé de notre première scène la seule tragédienne authentique qui lui restait. Même si M. Descaves a, en cette affaire, le droit pour lui-même de le dire haut — trop haut pour être vraiment sûr de lui —, il ne devait pas ignorer que le droit de l'art dramatique est autre et qu'il justifie seul la nomination d'un administrateur du Français.

Mais le cas Marie Bell n'est pas le seul dont il faut faire état, et un autre moins connu nous semble encore bien plus à retenir à charge contre M. Pierre Descaves.

### LE CAS ROUSSILLON

M. Roussillon, le père, est directeur de scène au Français. Son fils Jean-Paul est engagé sur la même scène et joue à la perfection, aux dires de certains, le rôle de Poil de Carotte du chef-d'œuvre de Jules Renard. Plus récemment, M. Pierre Descaves engage le second fils, Jacques, de son directeur de scène.

Jacques Roussillon est sorti cette année du Conservatoire, sans le moindre accessit. Bien que sans titre, M. Pierre Descaves l'engage cependant. Bien mieux, ne disposant pas de rôle à lui offrir, il crée spécialement pour lui un poste de metteur en scène adjoint, dont nous n'avons pas à juger l'utilité, mais qui n'avait jamais existé à la Comédie-Française, et va, dit-on, jusqu'à lui proposer de faire une mise en scène (avec des comédiens chevronnés qui ont vingt ans de métier !), ce que Jacques Roussillon, conscient de sa médiocrité, refuse. Devant une telle incompétence et une telle inconscience d'un administrateur qui semble tout ignorer du théâtre, on ne sait plus que dire.

### LES CAS LEHMANN ET SEIGNER

M. Descaves engage encore Javotte Lehmann, fille de Maurice Lehmann, ancien pensionnaire de la Comédie-Française et administrateur de nos théâtres lyriques, et Françoise Seigner, fille de Louis Seigner, sociétaire bien connu.

M. Descaves peut invoquer à sa décharge, pour justifier son favoritisme éhonté, le précédent de Mlle Thérèse Marney. Nous croyons pour notre part que rien n'est plus nuisible que l'établissement de ces sortes de dynasties de comédiens, il y a rarement deux grands hommes, deux personnalités intéressantes, dans une même famille (de même, M. Pierre Descaves n'est pas le grand homme de sa famille, si tant est qu'elle en ait jamais eu !). Mais il est plus grave qu'alors qu'il engage sans titre, répétons-le, les enfants de ses amis, il écarte simultanément par son intransigence des valeurs sûres telles que Marie Bell, Jean Chevrier et Ledoux.

Sans qu'on puisse encore en parler officiellement, la même chose menace de se produire dans le choix des œuvres représentées, où l'arbitraire et le mauvais goût demeurent les règles du nouvel administrateur.

Nous aimons tous la Comédie-Française. Nous ne voulons pas qu'un cer-

tain favoritisme la livre entièrement entre les mains de certaines familles et fasse fuir tous les comédiens de talent, celui-ci ne pourrait qu'encore abaisser le niveau d'un théâtre qui, depuis plusieurs années, suit inexorablement une courbe descendante.

Quand donc aurons-nous le courage de dire : Nous exigeons la démission immédiate. Il s'agit des deniers de l'Etat (de nos deniers) et nous avons le droit d'exiger une certaine qualité de « notre » théâtre, et la seule accession au concours dans ses rangs des meilleurs de nos comédiens, ceci sans qu'aucune considération juridique puisse intervenir.

M. Descaves parle beaucoup, trop sans doute, M. Descaves fait des déclarations, mais il ne dit pas grand-chose. Nous posons les questions :

1. M. Pierre Descaves a-t-il, oui ou non, engagé Jacques Roussillon parce que son père est directeur de scène du Français et son frère vedette de Poil de Carotte, bien qu'il n'ait même pas eu un accessit au concours du Conservatoire ?
2. A-t-il créé pour lui un poste de metteur en scène adjoint ?
3. Lui a-t-il, oui ou non, proposé de mettre en scène une pièce, malgré son inexpérience, dans notre premier théâtre ?
4. A-t-il engagé Javotte Lehmann, fille de M. Maurice Lehmann, ancien pensionnaire, administrateur des théâtres lyriques ?
5. A-t-il engagé Françoise Seigner, fille de Louis Seigner, ancien sociétaire ?
6. A-t-il, pendant ce temps, écarté des personnalités de valeur et aimées du public telles que Marie Bell et Jean Chevrier, malgré les protestations de Debucourt, etc., et refusé le sociétariat à Fernand Ledoux ?

L'accumulation de ces faits est probante.

Aux spectateurs-jurés de répondre !

Cuy ARNOLD.

## Les mesures fascistes gagnent peu à peu dans le secteur public

Nous publions ci-dessous une note émanant de la Préfecture de police et envoyée dans tous les services publics. Elle vise, en fait, à limiter le droit syndical, car sous l'appellation « documents extra-professionnels », il est possible de comprendre n'importe quoi. Voici cette circulaire que nous publions intégralement :

Préfecture de la Seine  
Direction du personnel  
Affaires générales  
Bureau du Statut n° 33-263.  
Cabinet du préfet n° 81

Paris, le 8 octobre 1953.

Par note de service du 1<sup>er</sup> août 1953, j'ai fixé de nouvelles règles destinées à éviter l'affichage de documents extra-professionnels, sur les panneaux mis par l'Administration à la disposition des Syndicats.

Il m'apparaît utile de préciser que si l'affichage de tracts de cette nature ne peut être admis, il n'est pas davantage possible d'en tolérer la distribution à l'intérieur des services et établissements.

Messieurs les directeurs généraux, directeurs et chefs de service voudront bien, en conséquence, veiller à ce qu'il ne soit pas désormais procédé à des distributions de tracts de cette nature dans leurs services. S'il était passé outre à cette interdiction, il conviendrait de prendre toutes mesures pour mettre immédiatement fin à ces distributions et de me signaler leurs auteurs aux fins de sanctions disciplinaires.

La présente note devra être émanée par le personnel.

Le préfet de la Seine  
pour le préfet de la Seine  
et par délégation,  
Le secrétaire général de la Seine,  
R. POUZET.

## FRANCO

(Suite de la première page)

qu'elles se trouvent mal placées pour faire la fine bouche.

Tout se tient, tout s'enchaîne dans ces alliances. L'impérieuse nécessité pour le capitalisme de trouver une solution à ses contradictions internes, lui impose, pour résoudre ses contradictions, la solution d'une économie dirigée. Et la cofille naturelle d'une économie dirigée, c'est bien le pouvoir fort, c'est-à-dire le fascisme. Et dans ces conditions, l'alliance avec Franco n'est pas tellement déplacée, malgré tous les défauts du dictateur de l'Espagne. Il est bien entendu que la solution ultime du capitalisme reste en définitive le fascisme, mais ceci ne sous-entend nullement qu'il sera à l'image du fascisme de Franco. D'ailleurs, à la faveur de cette alliance, les dirigeants U.S. comptent bien faire sortir Franco de sa suffisance et l'engager à réformer la structure féodale de son état politique, condition essentielle de la modernisation de son économie avec l'apport des capitaux américains.

Quel est le contenu réel de ces accords, l'avenir nous le dira sans doute. Mais par les publications officielles, il s'agit de la cession par Franco aux U.S.A. de quatre bases aériennes et de deux bases navales en contrepartie d'une aide économique et de la garantie d'un pacte d'assistance mutuelle placée sous la houlette des Nations Unies. Entre autres, Franco bénéficiera d'une aide des capitaux américains pour fabriquer des armes légères. Et comme il n'est pas douteux que les dirigeants U.S. fondent peu d'espoir sur l'armée espagnole, cet encouragement pour la fabrication de ces armes légères prend toute sa signification. Ce sont les forces de répression des mercenaires de Franco qui vont revoir leur potentiel augmenter pour mieux écraser toute velléité de révolte du prolétariat espagnol.

Et comme ailleurs, tous ceux qui, par manque de courage d'envisager des solutions révolutionnaires, avaient déjà choisi comme politique du moindre mal, le camp américain, sont déjà engagés dans l'ornière du fascisme, le prolétariat les reconnaît le moment venu.

Comme en 1936, avec la non-intervention qui assura la victoire de Franco, la bourgeoisie a choisi son camp. Comme en 1936, par peur de

la révolution, les socialistes se font aujourd'hui comme hier les meilleurs auxiliaires du fascisme en s'embarquant dans le pacte atlantique.

Le problème de la paix est inséparable du problème révolutionnaire. Et quand l'heure du choix a sonné, la lutte de classe se précise, le capitalisme rassemble autour de lui les exploités de tout poil, contre le prolétariat révolutionnaire.

Par cette alliance avec Franco, un nouveau pas est fait dans cette voie. C'est autant un bastion contre-révolutionnaire que le capitalisme international commence à édifier en Espagne, qu'une base militaire.

## Répression au Maroc...

(Suite de la première page)

tions répressives du type Sidi-Ali-Bouab, pillant les demeures des villageois, violentant les femmes, tirant sur les hommes. C'est la vieille devise de Bugeaud « exercer sa force » qui continue de régner en Afrique du Nord et d'animer les colonialistes. Ceux-ci essaient de terroriser littéralement les Marocains pour les empêcher de relever la tête. Et comme pour donner le cachet officiel à ces opérations et couronner cette vaste entreprise de répression, le général Guillaume, Résident de France à Rabat, et de Chevigné, secrétaire d'Etat à la Guerre, président aux manœuvres militaires dans la région d'Oudjda et le territoire des Beni-

Snassen.

C'est dans ce climat de terreur que le gouvernement institue ce qu'il a nommé une politique de réformes « destinée à conduire les Marocains à l'autonomie interne ». Un pays soumis à l'état de siège, les meilleurs de ses fils en prison, un vieillard et illettré porté sur le trône chérifien tremblant de peur devant le général Guillaume, voilà comment le gouvernement français conçoit une politique de réformes, voilà la voie qu'il s'est engagée à suivre pour « conduire le peuple marocain vers son émancipation ».

On voit donc que l'application du plan de réformes n'est qu'une vaste mascarade destinée à camoufler un plan de répression.

## ... en Algérie...

Voici un bilan éloquent présenté par le M.T.L.D.

CONDAMNATIONS PRONONCÉES PAR LES TRIBUNAUX A L'ENCONTRE DE MILITANTS M.T.L.D. DE 1948 A 1953	
Nombre d'années d'emprisonnement	1.012
Amendes (en francs)	22.895.000
Nombre d'années d'interdiction de séjour	570
Nombre d'années de privation des droits civiques	1.210
Champlain, 4 avril 1948	4 assassinats
Deschmya, 4 avril 1948	2 —
Orléansville, 14 mai 1952	1 —
Montbéliard, 23 mai 1952	1 —
Le Havre, 23 mai 1952	1 —
Charleville, 23 mai 1952	1 —
Philippeville, 25 octobre 1952	1 —
Ksar-El-Hirane, 18 avril 1953	1 —
Paris, 14 juillet 1953	6 —
Chaumont, 28 août 1953	1 —

## ... en Tunisie

Cette répression dont nous parlions, il y a quinze jours, dans le « Libertaire » n° 374, continue depuis l'arrivée de Voizard, l'homme de Pétain. Nous aurons bientôt l'occasion de vous donner des renseignements très précis à ce sujet. Les assassinats d'Hedi Chaker courent toujours, car la résidence a besoin d'eux pour d'autres crimes. Il faudrait bien sûr, pour être complet, parler de la répression à

Madagascar, en Afrique noire, en Indochine, où elle est plus sanglante et plus odieuse que partout ailleurs (voir les comptes rendus de l'opération « brochet »). Nous vous tiendrons toujours au courant des crimes du colonialisme. Il ne faut pas que la classe ouvrière française reste indifférente. Cette répression la concerne. Elle a son mot à dire. Elle le dira bientôt avec les communistes libertaires.

## AU PAYS DE LA BAUXITE

## Le prolétariat guyanais fait l'apprentissage de la lutte contre l'impérialisme

A Guyane Britannique entre en scène. Après le Kenya, le Maroc, la Tunisie, c'est un nouveau pays où les masses populaires se dressent contre l'exploitation coloniale.

Les Guyanais sont la seule région d'Amérique du Sud où le colonialisme n'ait pas encore été chassé. Plus heureux que les impérialismes espagnols et portugais, l'impérialisme britannique et ses confrères néerlandais et français s'agrippent toujours à ces territoires lointains à peine peuplés, demeurés jusqu'à présent à l'écart des compétitions internationales. Néanmoins, depuis une quinzaine d'années l'évolution des méthodes de production mettant l'accent sur l'usage des métaux non ferreux et des alliages légers, les a trouvés dépositaires d'une des ressources les plus précieuses à l'industrie moderne : la bauxite. Depuis que la seconde guerre mondiale ont coupé l'Europe continentale du marché mondial le capital international tire des seules Guyanes britannique et néerlandaise, bon an mal an, environ la moitié de la production mondiale du minerai d'aluminium. C'est dire l'importance des Guyanes dans la stratégie économique.

### LES FORCES EN PRESENCE

Quelles sont donc les classes sociales qui au sein de la population de Guyane britannique ont des intérêts parvenus à un tel degré d'opposition que les échos du conflit en retentissent dans le monde entier depuis un mois.

Deux classes essentiellement sont en présence.

D'une part un prolétariat descendant de travailleurs agricoles importés soit comme esclaves d'Afrique, soit « libérés » de l'Inde pour le compte des plantations installées en Guyane. A tel point que les ouvriers (soit dans les plantations, soit dans les mines, soit dans la ville de Georgetown qui compte un quart de la population du territoire) de cette terre américaine sont pour une moitié des Africains et pour l'autre des Indiens.

Face à cette classe ouvrière africainienne se dresse l'aristocratie créole descendant de colons surtout portugais mais aussi néerlandais et anglais qui, composant 3 % de la population de la Guyane (400.000 habitants) détiennent la grosse propriété des plantations surtout de canne à sucre où travaille le prolétariat agricole. Alliés aux planteurs par les liens de l'impérialisme les grosses compagnies étrangères se sont taillées, comme dans toute l'Amérique centrale dont le marché agricole est dominé par l'United Fruit Company, un domaine considérable.

En l'espèce il s'agit surtout de l'Aluminium Company of Canada qui organise l'exploitation de la bauxite pour le compte des usines d'Arvida, les plus grandes du monde, montées au Canada pendant la guerre bien que ce pays doive importer tout son minerai. L'Aluminium Company of Canada est apparentée à la très puissante Aluminium Company of America (ALCOA) qui jouit jusqu'à la guerre du monopole absolu de la production

### ABONNEZ-VOUS !

... Et vous aurez la certitude de recevoir votre journal régulièrement.

C.C.P. René LUSTRE, PARIS 80 32-34

1 an : 1.000 fr - 6 mois : 500 fr

d'aluminium aux U.S.A. et qui exploite notamment les gisements voisins de Guyane néerlandaise (SURINAM).

Les puissants intérêts nord-américains font de la mer des Antilles une véritable Méditerranée américaine. La stratégie militaire yankee couvre les courants d'échange vitaux pour le continent du dollar. Ainsi en Guyane les U.S.A. ont obtenu de la Grande-Bretagne assignée en 1940 le prêt contre quelques croiseurs, de la base aéronavale de la Demarora River. Ici comme ailleurs le grand empire impérialiste américain s'installe dans les meubles du déclinant impérialisme anglais.

### LE PIEGE DE LA DEMOCRATIE

Cependant Londres n'a pas encore abandonné la Guyane à New-York et ne tendra pas à le faire aussi longtemps que les exportations de Bauxite guyanaise au Canada seront en dollars de la zone sterling. C'est ce que prouvent les derniers événements au cours desquels le gouvernement anglais entendit démontrer qu'il tenait à rétablir l'ordre capitaliste tout seul chez lui.

Comment la crise sociale guyanaise a-t-elle éclaté ces derniers mois ? Le Colonial Office ayant décidé de libéraliser et de démocratiser l'organisation administrative de la Guyane, au printemps dernier, le moment venu de tendre aux masses populaires l'appât d'un régime parlementaire : Assemblée élue et Gouvernement autonome. L'un des partis en présence, le parti Progressiste Populaire (P.P.P.) fut amené suivant les lois de la démocratie bourgeoise après une victoire électorale, à former le gouvernement et à prendre en main l'administration du pays. Les choses tournèrent mal quand en septembre le P.P.P. voulant se faire la porte-parole des aspirations des masses populaires réclama la liberté syndicale (l'administration anglaise réservant le monopole syndical aux Trade-Unions réformistes et bureaucra-

ques) et essaya de mettre en train une législation sociale protégeant les travailleurs. Les planteurs créoles jetèrent les hauts cris et le gouverneur anglais destitua le Premier ministre et tous les ministres P.P.P., taxant ceux-ci évidemment de « communisme ». Les journaux de Londres en vinrent à dire que si le « communisme » triomphe par les moyens légaux et « démocratiques » il faut l'écraser par tous les moyens de la violence. Pendant ce temps les grèves se généralisaient en Guyane. Churchill envoyait des troupes qui déclara-t-il sans rire aux Communes furent accueillies par la foule enthousiaste.

### LE P.P.P. DU PARLEMENTARISME AU GANDHISME ?

L'ordre règne à Georgetown, le sang coule en Guyane, la police installe son régime de terreur.

Or, que sont les leaders du P.P.P. soi-disant « communiste » ? Ils se réclament non de Marx, mais de Gandhi et se déclarent hostiles à toute violence ! Nous ne savons comment évoluera dans les mois prochains la prise de conscience du prolétariat guyanais et comment se manifesteront sa résistance et sa lutte, mais les Indiens de Guyane ont compris que la démocratie offerte par l'impérialisme n'était qu'un piège.

Ils comprendront que l'on ne combat les exploités dans un parlement quelconque.

— Que l'on ne convainc pas le capitalisme mais qu'on le vainc par la force.

Car celui-ci n'hésite jamais à employer la violence et à renier tout son attirail de liberté démocratique dès qu'il sent ses privilèges menacés.

Ils comprendront que l'on oppose aux tanks de la répression autre chose que des poitrines et des mains nues.

Et que l'on ne prépare pas l'émancipation du peuple en attendant uniquement que la police vienne vous enlever.

J. PRESLY.

## CHURCHILL à la Conférence de Londres

La situation internationale vient d'être marquée ces jours-ci par un fait capital : la Conférence à Londres des représentants des 3 grandes puissances capitalistes, Foster Dulles, Eden et Bidault s'y proposent de déterminer relativement aux grands problèmes actuels l'attitude la plus avantageuse pour l'impérialisme occidental.

La question à laquelle les diplomates paraissent donner une urgence primordiale est celle des relations avec l'U.R.S.S. Les promesses de Schuman, les déclarations de Foster Dulles, surtout le discours de Churchill et la dernière note à Moscou, qui fournissent un certain nombre de garanties, pourraient faire croire à un désir de conciliation du côté occidental.

En effet, en même temps qu'ils répondent à la note soviétique du 28 septembre, Churchill et les Trois réitèrent leurs propositions à la Russie. Le représentant de ce pays est encore prié de participer, toujours à Lugano, à une conférence à 4, le 9 novembre. Cette insistance, ces invitations renouvelées semblent être l'expression d'un effort continu et persistant en vue d'aboutir à la disparition de la tension Est-Ouest.

Il n'en est rien en réalité, bien au contraire. Les suggestions, promesses, propositions et autres artifices en usage dans le langage diplomatique n'ont qu'une fin : masquer les buts des occidentaux et leur intransigence réelle.

Un examen approfondi, d'une part, du récent discours de Churchill, d'autre part, des événements de ces derniers temps confirment nos vues.

Le Premier britannique apporte, en effet, une restriction capitale à la rencontre avec Malenkov. Il vient de signifier que cette dernière devra être ultérieure à un renforcement des forces occidentales, au développement de l'armée européenne, à la ratification de la C.E.D. Les conversations ne peuvent s'engager avec l'U.R.S.S. que lorsque les Occidentaux seront assurés de leur puissance et qu'ils auront éliminé leurs divergences actuelles. Churchill en digne laquais, tout comme l'avait fait précédemment Eden, au congrès conservateur, reprend donc les thèses de ses maîtres américains.

De la comparaison du discours de Margate avec celui prononcé par le même Churchill le 11 mai, résulte un contraste profond, aussi bien dans le ton que dans le fond. Une position de plus en plus tranchée se manifeste. L'appel à l'U.R.S.S. n'a, en fait, qu'une importance fort restreinte. Une seule chose compte dans l'esprit de Churchill et des gouvernants occidentaux : « L'intérêt constant à l'intégrité de la C.E.D. », c'est-à-dire un système de défense posé à l'extrême, un développement de l'armement de plus en plus intense réalisés dans une unité parfaite, une entente totale entre les Alliés.

Aussi le problème du réarmement allemand doit-il être rapidement résolu. Et Churchill pose directement et brutalement le choix des hésitants du qual d'Orsay : armée européenne ou bien armée allemande forte. Il affirme la nécessité d'une Allemagne indépendante et insiste sur le rôle qu'elle aura à jouer dans la coalition occidentale. Les gouvernants français doivent donc renoncer à certains préjugés et à certaines répugnances. Renforcement et développement de l'organisation atlantique, unité et obéissance absolue vis-à-vis de Washington semblent être les objectifs nécessaires à atteindre avant d'entamer des négociations.

Mais à quoi aboutiraient ces négociations dans le cas fort peu probable — il faudrait que le Kremlin accepte une rencontre et qu'il revienne ainsi sur sa

décision — où elles seraient engagées ? Les sujets de conversation toucheraient obligatoirement les problèmes brûlants : Allemagne, Chine et Corée. Ceux-ci peuvent-ils être résolus ? Nous répondons par la négative.

En Allemagne, tout d'abord, une constatation s'impose : l'occupation de la région orientale par les troupes soviétiques, de la région occidentale par les troupes alliées. Les avantages qu'en tirent les occupants sont particulièrement appréciables : bases militaires, points stratégiques, influence de toute sorte, etc. Ils conviennent par conséquent à merveille à leur politique d'expansion. D'autre part, le retrait des troupes soviétiques aurait de trop grandes répercussions et des conséquences désastreuses pour le bloc oriental. Les échecs subis par les Russes sur le plan moral ces mois derniers, les troubles non seulement d'Allemagne, mais encore des pays satellites expliquent la ferme volonté du Kremlin de ne pas évacuer l'Allemagne. Der leur côté, les troupes américaines ne quitteront pas le continent. Leur départ, en effet, mettrait l'Europe à la merci de l'Armée rouge.

La question coréenne est subordonnée au problème chinois. « La politique à courte vue » des U. S. A. les conduit à refuser catégoriquement la reconnaissance de la Chine communiste et son entrée à l'O. N. U. Ils ont la ferme intention de conserver sous leur tutelle, Formose, précieux point de vue stratégique, que Mao Tse Tung veut à tout prix récupérer.

L'U. R. S. S. connaît en plus un certain nombre de difficultés qui lui font prendre, à l'extérieur, une attitude de durcissement : Développer l'importance des biens de consommation, venir en aide à de nombreux satellites, effort militaire nécessaire, etc.

Aussi, exprime-t-elle, sous la forme démagogique habituelle, son raidissement de plus en plus marqué. Les notes relatives à la Corée, à la question de Trieste, le refus d'accepter les garanties hypocrites des occidentaux en sont la preuve formelle.

Donc, aussi bien en Europe qu'en Asie, aucun problème ne peut être tranché (sinon par la force), aucun accord ne peut survenir, capable de mettre fin à la tension entre les deux blocs.

Que l'on se tourne vers l'Est ou vers l'Ouest, que l'on examine les discours de Churchill, la réponse à Moscou ou les notes soviétiques, la même conclusion s'impose : intransigence de plus en plus hostile sous des dehors de ridicules protestations pacifiques. Occidentaux et Orientaux ont ce trait commun : volonté acharnée de poursuivre une politique d'agression et refus d'accorder les moindres concessions. Par ailleurs, un immense effort se réalise des deux côtés en vue de résoudre les conflits et les divergences internes. Mais le problème fondamental reste pour les deux blocs celui des débouchés, de la consommation, en un mot, celui de la crise économique.

Pour les gouvernants, quels qu'ils soient, capitalistes bourgeois comme dirigeants staliniens, elle est le souci primordial. Son issue pourrait, en effet, être fatale au régime d'exploitation. Pour l'éviter, on n'hésite pas devant les moyens : développement de la guerre froide, armement intensif, guerres partielles en attendant mieux. L'économie de guerre, qui devient de jour en jour la seule condition de survie pour les régimes occidentaux et orientaux, s'annonce ainsi. L'impérialisme, la politique d'expansion, d'influences sont insuffisants.

Jean MASSON.

### PHOTOGRAPHIES

#### CARTES POSTALES

au bénéfice de la Colonie d'Aymare

Nous venons de mettre en vente une précieuse collection de cartes postales, représentant des vues panoramiques artistiques de la Colonie d'Aymare.

La collection complète se compose de huit photographies.

Faites les commandes au Comité National du S.I.A., 21, rue Palaprat, Toulouse (Hte-Garonne).

Pour la correspondance avec tous vos amis, utilisez la carte postale d'Aymare !

Le prix de la collection : 200 francs.

La Commission Protectrice de la Colonie de Mutités d'Aymare.

### Réunion publique et contradictoire

Samedi 7 novembre, à 16 heures, café « Au Bon Accueil », 171, rue de Brunel : « Les Anarchistes d'hier, les Anarchistes d'aujourd'hui », par un vieux militant,

L. LAROCHE,

ex-compagnon de Malatesta, à Londres.

Cette conférence sera suivie d'un débat.

### Le Libertaire

continue de paraître tous les quinze jours

Prochain numéro sur 4 pages le 5 novembre

Le Gérant : René LUSTRE.

Impr. Centrale du Croissant  
19, rue du Croissant, Paris-2  
F. BACHON, imprimeur.



## Problèmes essentiels

## LES CLASSES MOYENNES ET LA RÉVOLUTION

Pour ceux qui se hâtent d'abandonner la voie révolutionnaire aux moindres défaites, il est une justification théorique apparente qui vient les mettre en paix avec leur conscience et leur donner par surcroît l'auréole du théoricien « réaliste » qui rejette la lutte de classe comme périmée. Nous avons entendu souvent : « Il n'y a plus de lutte de classe, il n'y a plus de prolétariat, la révolution prolétarienne est un mythe. Tenons compte de l'importance des classes moyennes. Ce qu'il faut, c'est s'adresser aux hommes, en tant que tels, aux élites de toutes les classes. » Et on s'achemine ainsi vers un réformisme mitigé de libéralisme bourgeois, et sous prétexte de réalisme, on tombe finalement dans l'évolutionnisme le plus plat, le plus antiscientifique : on se remet au progrès des mœurs, à l'éducationnisme, ce qui revient sur le plan politique à s'accommoder fort bien de la social-démocratie la plus frêlée, voire des survivances du libéralisme bourgeois, du style Grande-Bretagne.

On peut démontrer, nous y reviendrons, qu'une telle déchéance, sous le couvert du réalisme, s'explique par l'absence d'une compréhension matérialiste et historique du problème social.

Pour aujourd'hui, arrêtons-nous sur un seul argument, l'argument « de choc » des négateurs de la Révolution prolétarienne, à savoir l'importance quasi-déterminante des classes moyennes. Ces classes diminueront l'acuité des conflits sociaux, d'une part en faisant office de « tampon » entre bourgeoisie et prolétariat, d'autre part en diminuant le prolétariat par l'absorption de ses éléments les plus favorisés. Ainsi, le prolétariat serait réduit en nombre et en puissance, et ne représenterait plus qu'une minorité de la population. Pour arriver à cette conclusion extravagante, il faut évidemment refuser la qualité de prolétaires aux travailleurs « mensuels » dont certains (cheminots et postiers de la base) sont pourtant parmi les plus exploités. Sans doute y a-t-il une catégorie de fonctionnaires et de techniciens qui (tout en étant fondamentalement des prolétaires en ce sens qu'ils ne possèdent ni ne contrôlent aucun moyen de production) sont des agents de la bourgeoisie, qui s'assimilent eux-mêmes à la classe dominante et en défendent les intérêts. Mais les récentes grèves d'août 53 en sont une preuve supplémentaire. En fait, l'énorme majorité des travailleurs mensuels, des travailleurs des activités « tertiaires », se reconnaissent, dans les heures décisives, comme des prolétaires.

L'importance numérique des classes moyennes proprement dites (artisans, petits commerçants, paysans « moyens », fonctionnaires et techniciens d'un rang élevé mais non encore incorporés directement à la classe dirigeante) n'est donc pas de nature à modifier le problème révolutionnaire. Ce qu'il importe de comprendre, c'est qu'en période de lutte de classe aiguë, ces catégories sociales sont déchirées entre les deux pôles de la lutte. Déjà certaines de ces catégories, vestiges de structures sociales dépassées par l'évolution du capitalisme — artisans, petits paysans et commerçants — ont subi, pendant la crise qui précède toute phase aiguë de lutte, des difficultés qui ont rejeté leurs membres les plus faibles dans le prolétariat. Et au moment de la lutte la plus vive, en période révolutionnaire, les classes moyennes vont se déchirer, leurs élé-

ments se ralliant au pôle (prolétariat ou bourgeoisie) dont ils sont les plus proches.

Néanmoins, la psychologie spéciale de ces catégories très attachées aux valeurs, aux idéologies de la bourgeoisie, les conduit la plupart du temps à rallier la bourgeoisie, et souvent même elles sont le soutien le plus important des solutions extrêmes de la bourgeoisie, comme le fascisme, solutions qui les garantissent pour un temps contre la prolétarienne.

Il n'y a donc qu'une voie sûre pour la Révolution et les révolutionnaires : l'audace, l'avance la plus poussée, les solutions énergiques qui en supprimant réellement la bourgeoisie en tant que classe et en supprimant son support économique, suppriment la raison d'être des classes moyennes, leurs supports économiques (commerce, bureaucratie spécialisée, etc...) et les écartèlent, contraignant leurs membres à être absorbés par la nouvelle société ou à choisir le camp désespéré des éléments irréductibles de la bourgeoisie, privés de toute réalité économique. L'autre attitude qui consisterait à faire des

concessions, à ménager les classes moyennes, ne conduirait qu'à leur permettre de reprendre de l'assurance, à se remettre en selle, à retrouver une fonction privilégiée dans une économie non radicalement transformée et à reprendre une puissance politique, appui important de la réaction et que les premiers coups de bélièvre révolutionnaire avaient fait s'écrouler. C'est ainsi que dans l'Espagne de 1936, les classes moyennes, atterrées, désarmées, désespérées, reprirent confiance en quelques semaines et devaient se trouver maîtresses de la situation politique en quelques mois, à travers les partis républicains modérés et le parti stalinien qu'elles gonflèrent rapidement.

L'existence des classes moyennes ne peut être un facteur important par elle-même. Elle n'acquiesce de l'importance que dans la mesure où on oublie leur nature véritable et la véritable force de la Révolution prolétarienne : la réalisation radicale et audacieuse de la gestion ouvrière.

FONTENIS.

## LA RADIO

## ENTRETIENS AVEC LE DIABLE

J'ai entendu le diable parler au micro : c'est Georges Neveux. Celui-ci a cru nous donner le change en nous racontant qu'il avait eu rendez-vous avec Satan aux alentours de l'Odéon ; mais cette astuce ne trompe personne. Quand un homme — ou un démon — parle de son milieu avec une telle chaleur, ça ne trompe pas. Georges Neveux connaît sa rôtissoire comme le fond de son briquet.

Donc Satan revient sur terre, à Paris, et s'embauche comme ouvrier à la chaîne pour n'être pas trop dépayisé au début. Il est cependant épouvanté, lui le dur à cuire, dans l'Enfer de la Productivité où fondent les cires de Travailleur en musique.

Conversant dans ce premier cercle de terre, il s'évade, mais, manquant d'allure, il se trouve à nouveau prisonnier à Saint-Germain-des-Près, dans le Cercle de l'Ennui, entouré de décrochages de machines en avance d'un hiver sur le quatrième tour du néant.

Au hasard de ces propos, Satan apprend qu'il est double — et comment — par les vedettes (40 hommes, 8 étalons de cavalerie parachutée) de cinéma, diaboliques volcaniques à l'affiche, trichant déjà sur la part du feu dans le salon obscur cinématographique, pour filer ensuite à l'anglaise, dès la fin des préliminaires, avec les matriciens dorés de la Lanterne Magique pour s'offrir, aux frais du spectateur, des ribouldings avec croisières, manteaux de vision, carnaval de Venise, partouzes de Cannes et tout.

Satan en est assez vexé. Lui, il offrait les plaisirs d'une auberge où on ne bécotait pas sur la rigolote. Quand les pêcheurs se martelaient les pectoraux à grands coups de mea culpa, ils avaient au préalable gaillardement chahuté le péché prototype. Cela valait à des saint François d'Assise, à des père Foucauld, de se marrer en leur temps pour racheter ensuite une âme gâchée, point qui n'était pas gonflé de souffler ces mots.

Mais les existentialistes vinrent sur terre et nous infligèrent le grand clystère de la culpabilité collective. La cloche de l'existentialisme fut emmurée dans le clocher de Saint-Germain-des-Près. On boucha les oreilles de ses servants avec du moussin afin qu'ils ne puissent se dégrader l'ouïe dans le bruitage extérieur. On recouvra la cloche existentialiste d'un voile de guenilles noires afin de bien la distinguer des clochettes de muguet des printemps en technicolor.

Les papes de Saint-Germain-des-Près, épauleés par les bogauds du coin, veillèrent au grain, doublèrent le magot, s'occupèrent des contingences vulgaires de la Chapelle. En attendant Godot, ils se bourrèrent les profondeurs avec l'argent de la clientèle du théâtre problématique.

Nombre de clients, après avoir ingurgité leur tisane purgative, furent vidés à

rinç-boyaux et, complètement à plat, devinrent mûrs pour aller à la suicide, ce qui permit aux régisseurs de la parade existentialiste d'empêcher de quoi payer leurs Croques avec les appréciables ristournes que leur octroyèrent les derniers commanditaires : De Borniol, Lamy-Trouvain.

Satan s'aperçut alors qu'il a vieilli, qu'il est devenu un pauvre vieux grand-père radoteur, un ramolli de l'encephale, jouant les croque-mitaine, que le forgeon s'était montré présomptueux en faisant les cornes au charpentier.

Où sont les messes noires dans les forêts enchantées d'antan ! Une bouquetterie sentimentale, le voyant si morose, lui offre gratuitement un bouquet de violettes.

Je vous reverrai plus tard, lui promet-elle. Pour l'instant, elle n'a pas le temps de s'occuper de lui : elle en est au paradis sur terre.

Georges Neveux s'est peut-être trop attaché à remier le bris existentieliste ; mais, malgré les tentatives de rémission, c'est une flamme sentant la bonne odeur de souffre, brillante, avec quelques lueurs fleuries de tournesol, que quelques lueurs fleur bleue. Espérons revoir cet auteur, bien en selle sur sa cavale noire, en trident à la main, toutes cordes dehors, foncer tout droit dans l'Enfer conformiste du Veau d'Or.

Dans une série d'émissions titrées : « La crise du logement sur la sellette de la Tribune de Paris », la Tribune de Paris nous a invité à l'écoute d'un entretien sur le logement. L'habituel bosco de service assurait la manœuvre. Les thèmes-alibis furent repris comme toujours : rentabilité de la construction, part du revenu accordé au logement, etc.

Incapables de nous proposer une conclusion tant soit peu acceptable, ces messieurs n'ont pu sauver la face avec leurs petites idées de replâtrage de l'édifice croissant du capitalisme, idées de petits bricolages qui se perdent dans le Concours Lépine. Ils offrirent le spectacle d'hommes d'une certaine valeur, qui ont peut-être connu dans leur jeunesse l'espérance de vie belle et utile, s'émiettant dans les problèmes les plus élémentaires de la vie de tous les jours.

Notre époque peut bien briller dans toutes les techniques, les savants peuvent faire faire des bonds prodigieux à la découverte scientifique, Alexandre Amanoff peut bien lâcher des fusées interplanétaires dans le micro, il n'en reste pas moins vrai que la condition ouvrière, malgré quelques améliorations de détail, reste en retard d'un bon demi-siècle sur les progrès techniques, même en tenant compte de l'éclairage électrique que de nos autres à bestiaux. Si l'on songe sérieusement à la richesse scientifique de notre époque, le contraste accuse une rupture d'équilibre catastrophique. Et nous ne parlons que de l'ensemble de la classe ouvrière, mais des hommes, parmi nous, connaissent une existence qui rejoint le moyen âge. Des familles vivent dans des blockhaus, des gens, de plus en plus nombreux, ont faim, même dans ce doux pays.

CHANCELLE.

## DOCUMENTS

## Benedetto Croce

## III - Philosophe de la liberté abstraite et défenseur des « nécessités historiques » de la réaction

(Suite et fin)

Quelques années après, en pleine guerre mondiale, le journal républicain « La Libertà » de Ravenne, demande à Croce son opinion au sujet de l'attitude des socialistes, lesquels, en accord avec leur fidèle politique, n'avaient pas voulu paviser à l'occasion de l'entrée des troupes italiennes à Gorizia.

Croce répondit :

« Seule la plus triste grossièreté de pensée et d'esprit peut cacher aux citoyens de n'importe quelle classe et parti la vision de la Patrie... Les théories socialistes ont depuis longtemps travaillé à produire cet aveuglement et cette stupidité spirituelle ; mais la grande lutte des peuples à laquelle nous assistons devra être une assez grande réfutation de cette théorie abstraite et aura montré à tous que maintenant comme par le passé, l'histoire met au premier plan la Patrie, et la défense de la Patrie, et la gloire de la Patrie... » (Cfr. « La Libertà » du 9 septembre 1916).

Pendant la guerre, Croce est l'interprète le plus qualifié de la bourgeoisie nationaliste italienne, de ses intérêts, de ses humeurs, de ses colères.

Relisons les articles parus, signés par Croce, sur le « Journal d'Italie » : « La guerre et la bourgeoisie », paru dans le numéro du 17 septembre 1917 ; « La guerre italienne, l'armée et le socialisme », dans le numéro du 24 septembre 1917. Cette lecture suffira à montrer les liens étroits entre Croce, grand propriétaire et exploitateur et la personnalité de Croce, homme politique libéral.

Voici la théorie des « paysans, chair à canon », que Croce, entre autres, donne avec une clarté de pensée, égale à la dureté du langage :

« La guerre a été voulue par les bourgeois, mais ceux qui la font, ce sont les paysans, qui ne la voulaient pas ». Comme s'il y avait quelque chose d'étrange et d'amoral dans le fait que l'angoissante perplexité et la grave responsabilité de délibérer sur la guerre incombent malheureusement, aux classes cultivées et dirigeantes : lesquelles, ainsi payent deux fois, une fois avec leur cerveau et une autre fois avec leur personne ! Aux autres classes, incombent l'exécution et le devoir de tenir bon : choses de grande importance, certes, et très nobles, mais combien moins tumultueuses et moins pénibles, parce qu'obéir est méritoire, mais aussi beaucoup plus simple et plus reposant que commander. » (Cfr. « La guerre et la bourgeoisie »).

Après la guerre, Croce fut ministre avec Giolitti. L'Hannibal prolétaire était aux portes et le philosophe laissait les chères études pour prêter main-forte à son parti.

Durant cette période ministérielle l'œuvre du fier représentant de la laïcité libérale est liée à la proposition d'introduction de l'enseignement religieux dans les écoles, proposition que Croce considéra bénévolement et qui aurait été concrétisée par une loi, si le Ministère n'était tombé (cf. : « A propos de l'Enseignement religieux dans les écoles élémentaires », dans « Culture et Vie morale », Bari, Laterza, 1926).

Après, ce fut la venue du fascisme. L'attitude de Croce devant le fascisme pendant les premières années fut celle d'une benvole neutralité (le disciple fasciste de Croce, Edmond Cione, en porte témoignage, et Croce, lui-même, l'admet), justifiée rétrospectivement comme un effort sincère et ingénu, pour accueillir au sein de la vie politique nationale les « jeunes forces », sorties de la guerre, mais qui, au lieu de se re-

trouver sur le terrain de Bonomi et de Giolitti, tenta de bloquer l'avance ouvrière, par le barrage de la violence et de l'illégalité fasciste. C'était l'époque où les « jeunes forces » couraient ça et là, sur les camions dans toute la péninsule, incendiant, volant, assassinant, terrorisant. Croce faisait alors crédit au fascisme d'une neutralité benvole et, enfin, d'une fidélité au Sénat du Cabinet Mussolini.

En 1925, le fascisme retourna ses armes contre ses ex-alliés, contre les libéraux et contre les catholiques, contre les francs-maçons et, enfin, contre les nationalistes. Croce renia alors sa fidélité au fascisme et devint antifasciste comme les libéraux et les catholiques, comme les francs-maçons et comme quelques nationalistes. Il tenait toujours à dissocier son antifascisme de l'antifascisme « révolutionnaire » et « populiste » des émigrés et des conspirateurs d'intérieur.

Après la chute du fascisme, Croce intriguait avec ses amis Orlando, Nitti et Bonomi pour sauver la monarchie. Sur l'attitude de Croce, pendant cette époque, il y a un vif et caustique pamphlet publié en Amérique, avec les écrits de G.-A. Borgese, Nicola Chiaromonte, Giorgio La Piassa, Gaetano Salvemini, Enzo Tagliacozzo (« Benedetto Croce », Boston « Controcorrente » 1945, p. 106).

A la veille du référendum, Croce revendiquait encore : « J'affirme

toujours ma conviction qu'en Italie il faut aider à maintenir la figure du monarque comme symbole d'unité nationale et de stabilité étatique. » (« Déclarations » dans « Risorgimento Liberale », du 23 mai 1946).

Toute l'historiographie crocienne est faite de jugements... soulevant deux oppositions logiquement contradictoires : d'une part, l'idéalisme libéral qui élève au sublime une liberté abstraite, purissime, éternelle qui n'a rien à voir avec la liberté de quelque chose, pour quelque chose, à quelque chose, mais est uniquement une exigence de l'esprit, un éternel mouvement de la vie même ; d'autre part, l'historicisme réactionnaire que tout explique et justifie, qui consacre le fait pour sa même nature de « fait », qui s'abstrait des tendances de développement de l'histoire, qui damne les vaincus et absout les vainqueurs, qui est du côté du « knut » « historique » et de la potence « historique » et contre le poignard des tyrannicides et les barricades des révolutionnaires...

Marchant sur ces deux échasses, se mouvant tantôt sur l'une, tantôt sur l'autre, tantôt déplorant comme « antilibéral » les mouvements des masses se qui heurtent contre la liberté de l'Etat et de la bourgeoisie libérale, tantôt acceptant comme une « nécessité historique », tous les actes de la réaction et du conservatisme qui ont ensanglanté l'histoire de l'Italie et de l'Europe dans les cent dernières années, Croce s'est acquitté de son devoir d'historiographie de la bourgeoisie.

## Le problème de Trieste

(Suite de la première page)

dans les usines, les madones que l'on pleure, les criminels fascistes qui, au Parlement, sur les journaux, exaltent le « Duce », insultent la résistance.

La première guerre impérialiste devait servir pour libérer les « frères juifs » opprimés par les dominateurs austro-hongrois. L'irréductible, au milieu de la fameuse « déclaration tripartite » servit en avril 1948 pour rassembler autour de la démocratie chrétienne les suffrages massifs des électeurs. Spéculation abjecte basée sur la générosité et sur la bonne foi du peuple italien.

Mais quels sont aujourd'hui les buts que les gouvernements yougoslave et italien se proposent par ce renforcement de la haine entre nations, pour quel Tito a-t-il parlé avec une telle intransigence ?

La catastrophique situation économique yougoslave est bien connue, de même l'embarras dans lequel se trouve la classe dominante et le gouvernement italien après la retentissante défaite électorale de la « legge truffa » et le renforcement qui en est la conséquence, des exigences de renouvellement politique et économique posées par le prolétariat italien. Il est nécessaire à Tito, il est nécessaire à Pella d'écarter les masses populaires yougoslaves et italiennes de leurs graves problèmes économiques de tous les jours, de les mobiliser autour d'un objectif de caractère chauviniste qui serve en outre à réveiller l'esprit militariste que ni la guerre de Corée, ni la massive propagande des deux blocs n'avaient su réveiller.

La période de fatigue interne qui atteignait la classe dominante italienne, les escarmouches de crise permanente de gouvernement « de type français » qui s'annonçaient ont été en partie conjurées grâce au « cas » Trieste.

Nous devons dire que Pella a trouvé un terrain assez facile. Parti avec une déclaration programmatique de gouvernement qui le démasquait comme l'homme des gros monopoles, le défenseur des industriels contre les ouvriers, le tuteur rigide des lois fascistes (sans cela aurait-il eu le vote des monarchistes, et pourquoi se seraient abstenus les fascistes du M.S.I. ?) lui qui faisait prévoir au moins une dure

opposition parlementaire du côté des partis communiste et socialiste, il s'est trouvé, au contraire, avoir l'appui, la « benvole attente » de ces partis paralysés dans des positions de victoire formelle.

En fait, comment le P.C. et le P.S. auraient-ils pu, après avoir crié aux quatre vents leur victoire aux élections du 7 juin, accepter la thèse (qui est la nôtre à nous, anarchistes) que le gouvernement Pella s'est révélé le digne continuant de la politique De Gasperi ? Ils auraient dû admettre que leurs 10 millions de votes, dormant dans les urnes, n'ont pas servi, ne servent à rien, qu'il faut mettre le problème de la solution de la question sociale sur le plan des rapports de force entre le prolétariat et la bourgeoisie. Et comment auraient-ils pu, ces partis de « gauche », démasquer le piège irrécusable, la thèse du capitalisme occidental (les U.S.A. en premier, lesquels sur le marché du Territoire libre voulaient la ville de Trieste « internationalisée » à leur service), après avoir, d'année en année, agité, sur le plan de la diplomatie bourgeoise, le problème de Trieste, après avoir tous les ans reproché à De Gasperi son peu d'énergie vis-à-vis de Tito, sa faiblesse vis-à-vis de ceux qui soutenaient Tito ? Aujourd'hui, les troupes italiennes donnent des démonstrations de force à la frontière yougoslave, aujourd'hui Pella parle le langage des « forts », aujourd'hui l'esprit chauviniste se fait jour en Italie. Les communistes et les socialistes sont contents, ils incitent Pella à se montrer encore plus « fort », trouvant le moyen de mobiliser les travailleurs italiens qui croient encore qu'il s'agit d'une politique de soutien de la Russie (le P.C. demande la réalisation d'un « traité de paix »), et cela en dehors de tout but révolutionnaire propre aux travailleurs.

Mais que penseront, aujourd'hui et demain, ces 10 millions de personnes qui donneront au P.C. et au P.S. leur voix, croyant voter contre la politique d'impérialisme, de n'importe quel impérialisme ?

## ABONNEZ-VOUS AU « LIBERTAIRE »

## SERVICE DE LIBRAIRIE

Commandes à R. Lustre, 145, quai de Valmy, C.C.P. 8032-34

Pour vos commandes de librairie, consultez toujours le numéro du journal de la semaine en cours. Les prix indiqués sont compris franco

## THEORIE ET DOCUMENTS

Le Manifeste du Communisme Libéral	G. Fontenis .. 75
Histoire du Mouvement anarchiste	J. Maitron .... 4570
La Révolution inconnue	Voline ..... 520
Histoire de la Commune	Lissagaray .... 645
Révolution sociale ou Dictature militaire	Bakounine .... 245
Dieu et l'Etat	— ..... 155
Bakounine et le Panslavisme révolutionnaire	Hepner ..... 645
La Philosophie de l'Histoire	Rapport ..... 420
La tragédie du Marxisme	Gollinet ..... 345
Histoire des Bourses du Travail	Pelloutier ..... 270
La Révolution russe en Ukraine	Makino ..... 230
Principes fédératifs	Proudhon ..... 625
Philosophie du Progrès	— ..... 350
150 ans de Pensée socialiste	Louis ..... 345
La Commune de Marseille	A. Olivetti .... 350

Le Socialisme romantique	Owen ..... 345
Histoire du Mouvement ouvrier (2 t.)	Dolléans ..... 970
L'Inde devant l'orage	T. Mendès ..... 495
Le Mysticisme social	Saint-Simon .... 465
Mémoires d'un Révolutionnaire	— ..... 645
La Chine	J.-J. Brieux .... 645
Histoire de la Révolution russe (2 tomes)	Trotsky (4 <sup>e</sup> t.) 820
Partir de l'homme	— (2 <sup>e</sup> t.) 1120
Le Manifeste communiste	Mac Donald .... 480
Misère de la Philosophie	Marx ..... 345
Correspondances	— ..... 345
Histoire du Viet-Nam	Marx-Engels .... 360
Viet-Nam. Sociologie d'une guerre.	De Villers ..... 970
Jun 36	P. Mussy ..... 945
Réforme et Révolution	J. Danos ..... 580
Grève générale	Luxembourg .... 405
Spartacus et la Commune de Berlin (1918-1919)	— ..... 95
La Vie héroïque de R. Luxembourg.	Prudhommeaux .. 465
La Révolution russe	F. Fouchère .... 50
Marxisme contre Dictature	Luxembourg .... 50
La Condition ouvrière	S. Weil ..... 545
Histoire des Démocraties populaires	P. Fejo ..... 945
L'Amérique Latine entre en scène.	T. Mendès ..... 790
Essai sur la condition ouvrière	M. Collinet .... 540
Le Démocrate devant l'autorité	Bontemps ..... 230
Le juif antisémite	C. Berneri ..... 430
La jeunesse de Lénine	B.-O. Wolfe .... 420
Lénine et Trotsky	— ..... 570
Lénine, Trotsky, Staline	— ..... 420
Le rôle d'accusé	Roger Grenier .. 420
Les Américains	G. Rorer ..... 405
Le Parti Travailleurs de Gde-Bretagne	F. Renaudeau .. 300

Histoire économique et sociale des U.S.A.	Frank ..... 525
Les expériences syndicales internationales	G. Lefranc .... 870
Les expériences syndicales en France de 1939-1950	— ..... 540
Le Contrat social	J.-J. Rousseau .. 555
Bakounine	Kaminsky ..... 390

## ART ET POESIE

Récréation	R. Asso ..... 380
Nucléa	H. Pichette .... 420
André Breton	V. Crastre ..... 630

## ROMANS

Agastino	A. Moravia .... 445
La Tour d'Ezra	Kestler ..... 405
Ravage	R. Barjavel .... 450
L'atelier de Marie-Claire	M. Audoux .... 450
Journal de famine et de misère	N. Doff ..... 240
Les organes de l'Enfer	Molaine ..... 330
Le cimetière de Saint-Médard	— ..... 570
Qu'une arme dans l'océan	M. Sperber .... 450
Sur les pas de Morel	R. Neumann .... 735
Littérature présente	M. Nadeau .... 795
Le malentendu — Caligula	A. Camus ..... 420
L'état de siège	— ..... 310
Si l'Allemagne avait vaincu	R. Rohban .... 465
Veille de fé	R. Bouteau .... 420
Pièces roses	J. Anouilh .... 445
Pièces noires	— ..... 595
Les Maraîs	D. Rolin ..... 420

En gagnant mon pain	M. Gorki ..... 375
Ma vie d'enfant	— ..... 315
Et le buisson devint cendre	M. Sperber .... 645
Plus profond que l'abîme	— ..... 435
La hache de Wandsbek (2 tomes)	A. Zweig ..... 825
Les enfants Jérôme (2 tomes)	E. Weichert .... 1.470
Colin-Maillard	R. Neumann .... 560
L'enquête	— ..... 420
Journal d'Anne Franck	— ..... 420
Nouvelles histoires extraordinaires.	E. Poë ..... 480
Le Simphon fait un clin d'œil au	— ..... 480

Fréjus	E. Vittorini .... 380
Histoires vraies	B. Cendrars .... 330
Anthologie nègre	— ..... 405
L'enfermement de la Paix	H. Poulaille .... 270
Le pain quotidien	— ..... 420
Les dames de la terre	— ..... 480
Pain de soldat	— ..... 480
Souvenir d'enfance et de jeunesse	E. Renan ..... 390
La Vie de Jésus	— ..... 495
Personne n'est digne	Harrison ..... 535
La vérité est morte	E. Robles ..... 390
Montserrat	— ..... 390
Cela s'appelle l'Aurore	— ..... 480
La rage de vivre	Mezzrou ..... 735
La croisée de Lee Gordon	C. Himer ..... 840
La grande Maison (Algérie)	Mohamed Deb. .... 420
Allons z'enfants	Y. Gibeau ..... 875
Le Roman de Quai-Sous	B. Brecht ..... 390
Jeux interdits	F. Boyer ..... 480
Malone meurt	S. Beckett .... 550
Molloy	— ..... 525
Le plaisir de Dieu	M. Bridier ..... 395
En attendant Godot	S. Beckett .... 270
L'embranchement de Mugby	G. Dickens .... 480
Lettre aux directeurs de la Résistance	— ..... 480



# Les travailleurs laisseront-ils le patronat liquider la Sécurité Sociale

Le ministre du Travail, Bacon, vient de s'apercevoir brusquement que « les caisses de la Sécurité sociale sont vides » et les administrateurs de la Caisse nationale affirment, à la fin de la semaine dernière, que « les disponibilités sont réduites à moins de huit jours ».

Le déficit atteint aujourd'hui 60 milliards et il semble bien que les quelques expédients utilisés par le gouvernement n'éviteront plus pour longtemps une crise retentissante qui touchera directement tous les travailleurs.

C'est que le problème de la Sécurité sociale n'est pas un problème séparé, mais qu'il est intimement lié au problème des salaires. Nous ne disons pas le problème des prix et des salaires, car le problème des prix, que tous les gouvernements depuis la Libération ont toujours voulu nous montrer comme le problème fondamental, n'est en réalité qu'un faux problème. Et une preuve évidente en est que toutes les campagnes de baisse plus ou moins autoritaires ont toujours échoué lamentablement et que les prix ont poursuivi leur hausse inéluctable.

Aujourd'hui, on voudrait nous faire croire que les commerçants ne sont pas sages, qu'ils veulent trop gagner et que c'est là la raison de la hausse des prix. Il faut donc penser que les commerçants du « bon temps stable » d'avant la guerre de 1914 étaient sages, eux, et qu'ils ne voulaient pas « trop gagner ».

Non, l'esprit mercantile a toujours nécessairement poussé les commerçants à gagner le plus possible. Il faut donc chercher les causes de la hausse ailleurs : elles se trouvent en particulier dans la faible productivité du combinat industriel français qui n'a pas pu, par le fait de l'incapacité ou s'est trouvé le système capitaliste de lui donner le dynamisme susceptible de régénérer les moyens de production. Voilà la véritable cause fondamentale de la hausse des prix et ceci, les capitalistes et l'Etat à leur service le cachent par tous les moyens, car c'est la preuve de la décadence totale de leur capacité de gestion de la société.

La hausse progressive des prix est donc inéluctable dans le système capitaliste d'aujourd'hui (et ceci, bien qu'à différents degrés, dans tous les pays) et entraîne nécessairement avec elle une diminution du pouvoir d'achat. Seul le rajustement continu des salaires, donc l'échelle mobile (non la chose impuissante qu'ont imaginée les dirigeants sociaux-traités sous le même nom) peut permettre aux salaires de s'adapter aux prix.

Ceci explique le déficit croissant de la Sécurité sociale. En effet, les ressources principales de cet organisme sont une retenue sur le salaire des travailleurs, suivant un pourcentage fixe.

Mais alors que ce pourcentage était suffisant, en gros, pour satisfaire les besoins jusqu'à présent, il devient aujourd'hui nettement insuffisant. C'est simple à comprendre. Le déficit qui sévit dans chaque foyer laborieux, dû à la hausse générale des prix est multiplié, pour la Sécurité sociale, par le nombre des cotisants. Ce qui se tra-

duit par 4.000 à 5.000 francs dans un foyer se transforme en 60 milliards à la Sécurité sociale.

Et le gouvernement envisage de lutter contre les fraudeurs. Quels fraudeurs ? Ceux qui gagnent 23 à 35.000 francs par mois et qui sont les principaux cotisants de la S.S. ?

Et le gouvernement ne voit pas d'autre solution que d'augmenter encore la cotisation des travailleurs (qu'il essaye et il verra !). Mais nous nous voyons une autre solution, la seule qui s'impose d'ailleurs. Celle qui consistera à remettre en plus grande part les charges financières de la S.S. au patronat et à l'Etat. C'est obliger les patrons et l'Etat à verser suffisamment pour faire fonctionner normalement la S.S.

C'est aussi exiger que la S.S. soit

effectivement contrôlée par les délégués ouvriers nantis de pouvoirs effectifs.

Voilà la véritable solution, celle qui est une victoire sociale. Les travailleurs doivent en faire un mot d'ordre de combat : faire assurer en plus grande part au patronat et à l'Etat la charge de la S.S.

Ils doivent exiger par une action un renforcement immédiat des caisses par ce même canal. Et surtout, ils ne doivent tolérer, sous aucun prétexte, l'augmentation de leurs cotisations, ce qui équivaudrait à réduire encore le niveau de vie déjà si réduit, à implanter la misère dans de nombreux foyers.

Pour sauver la S.S. qui est incontestablement un progrès social, les patrons et l'Etat doivent payer !

P. PHILIPPE.

## Dans la Presse Ouvrière

Dans le Monde ouvrier du 23-10-53 un dénommé Lapiade joue à l'apprenti jésuite quand, devant le problème des salaires et des prix, il constate :

« Le salaire ne paie pas ! »

Le même bonhomme continue en déclarant que :

« dans l'attente d'un budget type sérieux qui fera apparaître la vérité de cette revendication : Nos mille francs par jour... »

Mais sachons comprendre Lapiade :

« il faut obliger le gouvernement et le patronat à fixer le salaire minimum à 23.000 francs ».

Monsieur Lapiade, le crétinisme, votre travail, ne paiera pas. Le bonjour à la Commission Supérieure des Conventions Collectives.

— Ou va l'Alliance ouvrière (n° 9), organe syndicaliste (!).

« Nous ne supprimerons les abus des entreprises où l'on produit mal et cher, nous ne développerons les usines modernes fabriquant logiquement et à bon marché, nous ne créons des systèmes de vente rationnels, nous ne construisons vite et économiquement, que si nos solutions de travailleurs et de consommateurs sont délinquantes, propagées, défendues, expliquées, imposées. »

« Laissons à d'autres les jeux de la politique parlementaire dont on ne connaît jamais les dessous que trop tard. »

« de la vente directe du producteur au consommateur, de la construction de logements en dehors de spéculation... »

Mais voyons, Monsieur L.A.O., nous sommes là, pourquoi tenter de nous faire prendre votre rôle au sérieux ; car vous êtes un aveugle qui ne voit point voir, nous savons « pour quoi », comment et avec qui nous battre ; nous autres communistes libertaires :

Pour la Révolution sociale, donc avec les travailleurs, contre les exploités.

Vous êtes bien bas, Monsieur L.A.O.

Ce que sont les syndicats indépendants ? L'organe de la C.G.S.I. du 17-10, Travail et Liberté, nous confirme notre point de vue sur ces organisations louches :

« Or, toute l'attitude du patronat ces derniers temps relève plus de celle du maître qui impose sa volonté à ses subordonnés, que celle du producteur qui discute à égal à égal avec ceux qui collaborent à la production de son entreprise... »

Pour qui prend-on les travailleurs ? L'abolition du patronat et salariat aurait-elle eu lieu précédemment... Oui, F. Mautardier,

« quel esprit féodal, quel lucre, quel égoïsme borné le patronat ».

Mais tu ne nous trompes point un seul instant, et Villiers paie bien pour te faire écrire :

«...La rapacité d'un certain patronat fait le jeu des agitateurs sociaux... »

Compte sur la puissance des masses, la foi et la clairvoyance des communistes libertaires, pour l'agitation sociale.

Dans la même ponbelle, Michel Cot s'insurge contre la libération de Le Leap et Molino, qui

« coïncident diaboliquement avec le mot d'ordre de reprise du travail... »

Bas le masque, Cot, tu es fait ! Car si peu nous importent les individus Le Leap et Molino, faux militants ouvriers, nous savons que le gouvernement, à travers ces deux capucins, tente de briser, d'écraser, la classe ouvrière, ses vrais militants, ses organisations, pour laisser libre place au fascisme !

Tripouille, tu clames clairement tes attaches à la classe bourgeoise, et étalant ta haine de la C.G.T. et des travailleurs, et te fait écrire « quels attrapés-nigands constituent ces comités d'unité d'action », ceux des grèves d'août... »

Et cette rage non contenue, quand dans les grèves d'août le mouvement se laisse réellement entraîner « sur le terrain politique », c'est-à-dire pour la convocation de l'Assemblée, qui n'aurait été qu'une étape rapidement dépassée parce que l'important pour les masses révolutionnaires.

« Les traites et les saboteurs » de ton économie nationale, ce sont les travailleurs et leur avant-garde révolutionnaire, la F.A., qui mettront fin au régime des traites, Monsieur Michel Cot.

« Force Ouvrière du 2-10 » baro ; un dénommé Bourne (...) lève bien haut l'étendard de l'Europe une et militarisée :

« Nous nous battons, avons nous dit, à notre heure et avec nos armes. Les communistes nourrissent la même ambition de leur côté... »

« de l'Europe une, j'en suis personnellement un partisan sans détour », etc., etc., etc.

Leur antistalinisme sordide, puisé à Paix et Liberté, leurs positions pro-américaines, sont fort bien connues ; aussi est-il particulièrement étonnant de voir ces égarés prendre « au nom de la défense de l'Europe et de la Liberté » une attitude de protestation pour nos camarades C.N.T. d'Espagne arrêtés et torturés par Franco. Ces socialistes traites oublieraient-ils leur participation à la « non intervention » et leur soutien masqué du capitalisme international permettant ainsi à Staline un écrasement plus sûr de l'Espagne libératrice ?

Le Peuple du 15 octobre est un complet renard et morne des travaux du C.G.N. de la C.G.T.

Le problème de la paix et du réarmement, liés ensemble, eh bien : « La classe ouvrière, dans l'unité d'action, fera entendre sa grande voix, claire et précise. Elle signifiera au gouvernement qu'elle veut la paix et les changements qui s'imposent. »

Au travail. La paix ne s'attend pas, elle se gagne. L'opportunisme, l'auto-petite-bourgeoisie s'exprime là d'une façon admirable : « la Paix par la Révolution seule », écrite par Rosa Luxemburg dans les lettres de Spartakus, s'élève énergiquement contre toute tentative de laisser les gouvernements capitalistes faire la paix. Méditez là-dessus, Olga Tournade.

Le discours de Le Leap donne bien le ton bureaucratique attaché à la ligne politique du P.C.

« Nos tâches immédiates ? » Les 23.000 francs.

«...on n'obtiendra satisfaction que par l'action des travailleurs. Encore faut-il le dire et avoir aussi la certitude que l'on a possibilité d'obtenir la satisfaction pleine et entière des revendications présentes... »

Et pourtant :

« Nous connaissons, à l'heure actuelle, l'unité sur le plan syndical, à un niveau vraisemblablement jamais atteint ! »

Quelles directives, quels mots d'ordre donne Le Leap aux travailleurs ? Rien. Toute la haute bureaucratie stalinienne tremble et se voyant menacée par le flot montant du processus révolutionnaire, perd la tête et se terre au moyen d'une fuite éperdue devant leurs responsabilités de leaders, alors que la classe ouvrière attend quelque chose ! Le Leap rejette tout le poids sur les militants cégétistes de base.

« A eux de la garder jalousement, de veiller sur elle (l'unité), d'empêcher qu'on ne la brise, de la développer, de la fortifier. »

## Les instituteurs de l'Ardèche ont dit non au fascisme

L y a à Vals-les-Bains (Ardèche) un maire-député qui est, par surcroît, ministre — et, ministre de la Justice S. V. P. (ce qui ne manque pas de saveur, comme vous allez voir). C'est M. Ribeyre. Il eut déjà « l'honneur » d'être cité dans ce journal, à propos de certaine décoration, alors qu'il était à la Santé publique.

M. Ribeyre appartient politiquement au groupe paysan.

Toujours à Vals-les-Bains, fief ribeyrain, au hameau des Combes, il existait une école mixte à classe unique, qui, ayant eu en 1952-1953 jusqu'à quarante élèves de 5 à 14 ans, a été remplacée, cette année même, par deux

écoles spéciales : garçons et filles ; à une classe chacune. La vaste salle existante a été coupée en deux plus petites, par une cloison et, naturellement, le poste ainsi créé devait être pourvu d'un titulaire.

Louis Chaze, qui arrivait en tête aux barèmes utilisés pour les nominations, y est nommé au mouvement de septembre 1953. (Il a déjà exercé en 1947, aux Combes, à titre provisoire.)

Or, Louis Chaze est communiste ; Louis Chaze est le frère d'Emile Chaze, comme lui instituteur et communiste comme lui ; mais Emile est aussi membre du Conseil général de l'Ardèche, où siège également M. Ribeyre... paysan. — Vous suivez... et devinez...

Le maire-député-ministre, etc., juge Louis Chaze indésirable dans sa commune. Et, bien que régulièrement nommé, notre camarade reçoit, le 12 septembre (on rentrait le 14), un télégramme lui ordonnant de ne pas rejoindre Les Combes et d'attendre une nouvelle nomination (amabilité de M. André Marie à M. Ribeyre).

Mais Chaze ne s'incline pas. Il informe le Syndicat. Une délégation se rend à l'Académie... pour y apprendre que « le poste des Combes, école des garçons, n'est pas ouvert ». Manière élégante (mais malice grossière) de tourner la difficulté et la loi. On ne supprime pas le poste, on ne déplace pas Chaze... « On n'ouvre pas, on retarde l'ouverture du poste par suite de certaines nécessités » !!! Quelle subtilité ! Il faut vraiment être ministre pour faire de ces trouvailles !

Cependant que s'organise la résistance, l'institutrice des Combes ne peut, le 14 septembre, loger, dans sa demi-salle, les quarante gosses qui rentrent. Elle met les parents au courant. Tous Valsois, ils connaissent le ministre, leur maire ; ils connaissent aussi Chaze (1947). Ils prennent part pour l'école et l'instituteur et demandent, dans une pétition que tous signent :

1° L'ouverture de l'école ;

2° Le retour de Louis Chaze dans le poste où il a été régulièrement nommé.

Il s'apprenait, par l'adjoint au maire, que c'est bien Chaze qui est personnellement visé et « qu'un autre sera nommé à sa place ».

Mais... la Section syndicale S.N.I. :

1° Informe les camarades et le public par la voie de la presse ;

2° Alerta le Bureau du S.N.I. qui intervient à la direction du 1er Degré ;

3° Agit auprès des conseillers généraux ;

4° Organise pour le 4 octobre un meeting afin d'exiger publiquement que les parents des élèves des Combes, Chaze, et la légalité reçoivent satisfaction ;

5° Décide enfin qu'une grève d'avisement aura lieu, dans l'Enseignement public, le 10 octobre. Des réunions d'instituteurs grévistes sont prévues aux chefs-lieux des cantons.

Si cela s'avérait insuffisant, d'autres formes d'action sont d'ores et déjà envisagées.

Or, le meeting du 4, qui n'a pu avoir lieu à Vals, où il n'y a pas de salle, obtient, à Labegude (commune voisine et sœur de Vals) un plein succès. Brun, secrétaire de la section ardéchoise de la F.E.N., et Forestier, secrétaire général du S.N.I., prennent la parole. Sont présents ou représentés : les parents des élèves des Combes, U.D., C.G.T., F.O.

La grève du 10 octobre a été effective et à la réunion du canton d'Aubenas, Brun annonce « que nous avons obtenu satisfaction ».

Malgré M. Ribeyre, ministre-député-maire, etc. Grâce à l'action syndicale rapidement menée, grâce à la combativité de ses camarades ardéchois, Chaze ira aux Combes.

C'est un succès. C'est une preuve que l'action « paie toujours ». Mais les instituteurs laïques doivent partout rester vigilants. Cette affaire n'est qu'un des nombreux « exemples de la pression qu'exerce l'Eglise et le gouvernement contre l'école laïque ».

Ce n'est pas le premier coup de sonde de M. Ribeyre et il y a beaucoup d'autres « Ribeyre » plus ou moins « paysans », ennemis de « la laïque ».

Nous concluons avec J. Boissel :

« Plus que jamais, il faut réagir. La réforme administrative qui s'élabore « précise et aggrave le danger qui nous menace » ; l'instituteur dans les mains et sous la dépendance du Préfet, c'est la fin voulue de notre laïcité. « Montrons que nous saurons toujours nous dresser contre toutes les mesures réactionnaires. »

Em.-G. LANDRAUD.

(Correspondant)

## Dans les Grands Magasins La semaine des deux dimanches est supprimée

ENCORE une preuve flagrante de la trahison des centrales syndicales concernant la décision du Conseil des ministres sur l'ouverture des magasins non alimentaires le lundi.

Ce ne sont pas les déclarations qui ont été faites à la presse par les leaders des fédérations syndicales qui changeront quelque chose. Le mal est fait et Po-Paul Reynaud triomphe. La semaine des

deux dimanches a vécu dans les magasins (petits ou grands).

C'était pourtant le moment propice pour déclencher un mouvement car la décision ministérielle est une attaque directe contre les 40 heures.

N'est-il pas vrai que dans certains bureaux syndicaux on s'élève contre la grève, « because » le Salon de l'Automobile, afin de ne pas gêner les rupins, anciens et nouveaux, venus à Paris choisir leur « Frégate » ou leur « Hotchkiss » et profiter de ce séjour pour faire quelques emplettes dans les grands magasins de Paris où vit un prolétariat en faux-cul plus que misérable ?

Vendeur ou vendeuse du Louvre ou des Galeries Lafayette, les gros actionnaires de vos bagues ne se demandent pas si vos conditions d'existence sont bonnes, si votre standard de vie est élevé.

Tout est encore possible. Il suffit de deux ou trois camarades dans chaque magasin pour nouer le contact, jeter les bases d'un comité de lutte ouvrière avec des revendications précises, puis ensuite de faire appel à la volonté de lutte qui ne demande qu'à se manifester. Vous pouvez déposer ce cahier de revendications sur le bureau de vos directions et n'oubliez pas que décembre arrive, c'est un mois commercial. Si votre patronat refuse vos revendications, engagez la lutte sociale, déclenchez la grève générale sans en avertir trop tôt vos directions (5 minutes à l'avance). La grève ne se déclenche pas en mortelle salade.

L'action paie, mais pour qu'elle paie, il faut qu'elle soit engagée saine. Il faut que tous les travailleurs aient la garantie au départ que l'action qu'ils engagent leur apportera une nette amélioration de leurs conditions de travail et de vie.

René GERARD.

## Action des paysans

(Suite de la première page)

Ces constatations extrêmement importantes nous permettent de mesurer tout le désastre et toute la faiblesse d'un régime que rien ne peut empêcher de s'écrouler. Pour nous autres, communistes, libertaires, il s'agit d'en tirer la leçon qu'il convient et de travailler en fonction de celle-ci.

Petits Paysans, vous venez de montrer que vous êtes une force avec qui on doit compter et vous nous donnez, par votre attitude résolue et réaliste, bien des espoirs.

Ces manifestations que vous avez organisées avec courage vous ont montré qu'il n'y a pas, d'un côté, la classe ouvrière, et de l'autre, la classe des ruraux, que vous avez un ennemi commun : la classe dirigeante qui vous trahit et ses forces de répression. Et il vous faudra, bien, dans l'avenir, en tenir compte. L'Etat vous exploite au même titre qu'il exploite la classe ouvrière et vos « élus » ne vous représentent en aucune façon. Ce régime est impuissant à satisfaire tous les besoins de l'économie et de la dupe politique, et c'est sur votre classe, comme sur celui de vos frères de misère des usines qu'il tente d'y parvenir.

Les formes actuelles de petites propriétés et l'état retardataire de la technique agricole en France (ce retard étant lié d'ailleurs au morcellement excessif) posent des problèmes que les discours de vos politiciens ne résoudre pas. Pour que l'agriculture corresponde au degré élevé de la productivité générale, pour que vous ne succombiez pas sous la concurrence des produits étrangers (prix de revient plus bas dus à des rendements bien plus élevés), pour que vous puissiez vivre dignement, Paysans, il n'y a qu'une issue : la coopération ou la collectivisation, réalisée par vous-mêmes, c'est-à-dire le communisme libertaire qui, seul, peut apporter une solution à vos problèmes en supprimant les classes, donc les parasites qui vous réduisent à la misère, en réalisant le circuit direct de la production à la consommation, sans passer par les intermédiaires et en vous permettant de bénéficier du progrès technique auquel vous avez droit : machines et méthodes modernes de culture.

Mais sur la voie de la revendication et de l'action directe que vous avez ouverte, vous devez vous méfier de toute usurpation possible de vos victoires par certains dirigeants un peu trop enclins à la lutte pour le pouvoir bourgeois ou stalinien. Dans ce sens, vous pouvez compter sur l'aide des militants du communisme libertaire.

## A Paris chez Lyon-Alemand

Nos camarades sont présents partout dans l'action. A l'avant-garde, ils se manifestent journellement dans toutes les luttes des travailleurs. Chez Lyon-Alemand en grève, nos camarades à la pointe de l'action ont rédigé et distribué ce tract :

LES TRAVAILLEURS DU LYON-ALEMAND DE NOISY-LE-SEC ET DE CHARENTON SONT EN GREVE

Camarades,

Nos camarades des usines du Lyon-Alemand de Charenton et de Noisy-le-Sec sont engagés depuis jeudi dans la grève.

Il faut, il est nécessaire que vous entriez avec nous dans la lutte pour que tous ensemble nous remportions la victoire.

POURQUOI CETTE GREVE ?

Depuis le 1er janvier l'horaire a été réduit, le personnel sortant non remplacé et la production accélérée. Les bénéfices, par contre, sont en augmentation. La preuve c'est que le taux des actions a été relevé. En règle générale, dans ce cas, il est accordé au personnel une prime. Or, c'est le contraire qui se produit, la prime de 80 heures a été ramenée à 40 heures et c'est seulement par notre action énergique que nous l'avons faite maintenir à 60 heures. Mais la menace de la voir diminuer nous a été faite par la Direction lors de l'entrevue de jeudi matin.

LE BUT DE LA LUTTE A MENER EST CLAIR

Nous devons imposer à la Direction un salaire qui nous permette de vivre.

Et pour cela notre action unie est nécessaire. Elle seule nous permettra d'arracher un salaire décent.

En étendant la grève à toutes les annexes du Lyon-Alemand, en constituant un comité de grève inter-usines qui fera l'unité des travailleurs, de tous les travailleurs du Lyon-Alemand, nous sommes sûrs de la victoire.

Nous n'avons rien à attendre, ni de la Direction, ni du gouvernement.

NOTRE UNITE D'ACTION EST SEULE GARANTIE DE NOTRE VICTOIRE.

LES CAMARADES COMMUNISTES LIBERTAIRES DU LYON-ALEMAND.